



AIDONS LE PEUPLE KURDE !

Aucun argument ne peut justifier l'opération militaire qui a été lancée par le président de la Turquie au nord de la Syrie. La menace terroriste invoquée est ridicule.

Nous dénonçons cette intervention militaire qui est une violation flagrante du droit international quant au respect des frontières internationales. Aucun État souverain sur la planète n'accepterait une telle ingérence sur son territoire au prétexte fallacieux de créer une « bande de sécurité » au-delà de ses propres frontières.

Nous dénonçons aussi l'accord en 13 points signé entre les Etats Unis d'Amérique et la Turquie qui prévoit l'annexion, par la Turquie, de la bande nord qui servirait de zone de sécurité, et qui est surtout un grenier à blé et des réserves pétrolifères importantes.

Nous dénonçons les violences et les assassinats de civils et l'exode de milliers de Kurdes fuyant les bombardements et se retrouvant loin de leur villes et de leurs villages, dans des camps, recueillis sous des tentes dans des conditions très précaires.

Les gouvernements américain et occidentaux, dont la France, n'ont pourtant cessé de vanter les combattantes et combattants Kurdes qui ont combattu la dictature en Syrie et participé à la liquidation de l'état islamique.

Ce que subissent aujourd'hui les Kurdes, après avoir été les plus ardents combattants contre Daesh, est une véritable honte ! Cela en dit long sur le monde dans lequel nous vivons, où les intérêts géopolitiques, autant dire les intérêts des marchés financiers, des multinationales et de ceux qui en tirent profit, comptent plus que les êtres humains.

Trump a trahi les Kurdes sous le regard complice de Poutine qui intervient en soutien au régime de Bachar al-Assad. Il s'agit ni plus ni moins pour le gouvernement Turc d'opérer un nettoyage ethnique chassant les Kurdes d'une large zone géographique le long de la frontière entre la Syrie et la Turquie. Cette offensive guerrière cache en réalité un refus de la Turquie de toute solution à la situation du peuple kurde, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières, et sa volonté de s'appropriier les richesses de cette région.

De plus, outre sa lutte sans concession contre la barbarie islamiste, le peuple kurde est aussi porteur et acteur d'un projet politique progressiste qui mérite une attention particulière.

Ce projet politique, établi en 2014 pour les trois cantons du nord de la Syrie formant le Rojava, porte un nom : c'est le « confédéralisme démocratique ». Une expérience unique où les populations prennent en main leur destin, s'organisent au sein d'assemblées populaires, de coopératives et d'autres structures démocratiques, où les assemblées élues et à tous niveaux ont à leur tête un homme et une femme, ce qui est unique au monde. Ce projet proclame un nouveau contrat social, basé sur la coexistence mutuelle et pacifique et sur la compréhension entre toutes les branches de la société.

Et cela se passe justement dans une région du monde où les conflits ethniques et religieux sont exacerbés, où les droits des êtres humains et plus particulièrement ceux des femmes sont niés et bafoués.

Le risque d'embrassement total de la situation dans cette région du monde avec des répercussions directes sur une population importante appelle à l'intervention active et réelle de la communauté internationale sous l'égide de l'ONU.

La France et la communauté internationale doivent exiger de la Turquie son retrait du Rojava afin que les populations Kurdes et Syriennes retrouvent leur terre et que la paix dans cette région revienne.

Halte à l'agression contre les Kurdes. Nous appelons à la mobilisation pour que s'exerce la solidarité avec le Peuple Kurde et se mette en place un soutien massif à sa lutte pour la reconnaissance de ses droits légitimes.